



## Commune de BALAGNY SUR THERAIN

Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Canton de Montataire

### PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU Jeudi 13 MARS 2025

#### *Appel nominal des membres*

**Présents** : M. MARECHAL Philippe, M. MARMIN Philippe, Mme ARHUR Sylviane, M. HERGLE Gilles, Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice, Mme GERARD Elodie, M. ANDRIES Christophe.

**Pouvoirs** : Mme LUGEZ Carine à Mr MARECHAL Philippe

**Absents excusés** : Mme LUGEZ Carine, M. ETHEVE Jean-Victor, Mme GUILLOU Marie Odile, M. VERHOESTRATE Jean-Pierre, M. DUPAS Fabien, Mme STIZ Catherine, M. BAPTISTE Christophe

Membres en place : 15

Membres présents : 8

Nombre de votants : 9

Le quorum étant de 8, il est atteint avec 8 présents.

Il est 19h00 la séance est ouverte.

**Secrétaire de séance** : Mme GERARD Elodie

#### **L'ordre du jour est le suivant :**

1. Approbation du Procès-verbal du 11 décembre 2024
2. Ester en justice
3. Demandes subventions FNADT travaux des voiries rue de Pérel
4. Demandes de subventions FNADT trottoirs rue de la libération

Monsieur le Maire propose d'élire un ou (une) secrétaire de séance.  
Madame GERARD Elodie se présente.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :  
Nomme Madame GERARD Elodie secrétaire de séance.

**Accord à l'unanimité**

## 1) Approbation du Procès-verbal du 11 décembre 2024

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 11 décembre 2024 a été réalisé.

Pour rappel ce Conseil Municipal ne s'est pas tenu puisque le quorum n'avait pas été atteint.

Madame MORELLE et Monsieur MONVOISIN font remarquer que sur ce procès-verbal ne figurent pas les noms des membres du Conseil Municipal qui étaient présents, et souhaitent qu'ils soient ajoutés.

Mr Le MAIRE valide la demande.

**VOTE POUR : 7**

**VOTE CONTRE : 2 (Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice)**

**ABSTENTION : 0**

Madame MORELLE et Monsieur MONVOISIN s'abstiennent pour le motif que la forme n'a pas été respectée.

## 2) Ester en justice

M. Le MAIRE explique que par suite du jugement rendu par le tribunal d'Amiens concernant la SCI Pierre Promotion, la commune de Balagny sur Thérain a été déboutée de sa demande.

M. Le Maire demande l'autorisation au Conseil Municipal de pouvoir faire annuler ce jugement et faire une demande en appel.

Ce bâtiment est en cours d'achat par la Société Linkcity et par la SCI Pierre Promotion.

Madame MORELLE trouve que le projet Linkcity est un très beau projet mais, elle fait remarquer que la vente à la SCI Pierre Promotion existait déjà auparavant.

Selon elle, la décision d'acter le projet avec la société Linkcity a été prise de manière prématurée, sans avoir validé toutes les étapes nécessaires.

A ce jour la commune est face à un conflit au regard de la situation.

M. MONVOISIN demande pour rappel à quel montant le bâtiment sera vendu à Linkcity ?

M. Le MAIRE répond : 380 000 € HT

M. MONVOISIN fait remarquer que ce montant est en dessous du montant proposé par la SCI Pierre Promotion.

M. Le MAIRE répond par l'affirmative.

La société Linkcity prend en charge la dépollution, la démolition et la reconstruction, le montant a été déterminé avec avis pris auprès des Domaines qui étaient tout à fait en accord.

Madame MORELLE interroge à savoir quel était le projet de la SCI Pierre promotion ?

M Le MAIRE indique qu'il n'y avait rien de concret.

Madame MORELLE fait remarquer que la vente avait été (validée).

M. Le MAIRE précise que la vente a été validée lors d'un Conseil Municipal datant du 10 juin 2020, juste avant le renouvellement de ce dernier, il indique n'avoir pas eu plus d'information sur ce projet.

M. HERGLE fait remarquer que les circonstances dans lesquelles cet héritage a été transmis rendent sa gestion particulièrement délicate.

Au regard de l'état d'avancement du projet, il serait dommage de l'abandonner.

M. MONVOISIN constate que la justice ne donne pas raison au Conseil Municipal et, souhaite que Le Conseil Municipal en place précédemment soit respecté.

Madame MORELLE pointe du doigt les conséquences juridiques actuelles sur la commune.

M. HERGLE émet l'hypothèse que l'étude de ce dossier n'ait pas été assez poussée.



Il ajoute que dans les années passées avec pour exemple l'année 1995, des projets lancés avaient été abandonnés et avaient coûtés de l'argent à la commune.

M. MONVOISIN interroge M. Le MAIRE quant à son argumentaire permettant d'espérer remporter l'affaire en appel ?

M. Le MAIRE répond que selon l'avocat en charge de l'affaire pour représenter la commune, il existe des manquements dans le premier jugement rendu.

M. MONVOISIN indique que cet argumentaire a déjà été utilisé précédemment et s'interroge sur le fait qu'il fonctionne à l'avenir.

Mme MORELLE interroge quant aux intentions pécuniaires de cet avocat.

M. Le MAIRE indique qu'il a été fait appel à un avocat spécialisé dans le domaine de l'urbanisme.

M. MONVOISIN questionne sur un éventuel lien entre cet avocat spécialisé et la Société Linkcity.

M. Le MAIRE répond par la négative et indique qu'il s'agit de Maître Augustin de La Hosseraye.

Considérant que par un jugement en date du 28 janvier 2025, n° 2200298, le Tribunal administratif d'Amiens a prononcé l'annulation de la décision du 23 novembre 2020 par laquelle le maire de la commune de Balagny-sur-Thérain avait refusé de conclure la vente du bâtiment logistique situé sur le site ESSEF avec la société SCI PIERRE PROMOTION et qu'il a enjoint au maire de la commune de Balagny-sur-Thérain de procéder à la signature de l'acte de vente du bâtiment logistique situé sur les parcelles cadastrées section B n°s 923, 949, 962, 89 et 926 sis 11 rue du 14 juillet 1789 sur le territoire de cette commune dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement ;

Considérant notamment que le bien en cause est mis à disposition de la Communauté de Communes Thelloise et qu'il ne peut en conséquence être cédé en l'état ;

Considérant qu'il est nécessaire d'intenter une action en justice,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

Article 1 : d'interjeter appel à l'encontre du jugement du Tribunal administratif d'Amiens du 28 janvier 2025 n°2200298 ; d'en solliciter le sursis à exécution ; le cas échéant de s'opposer en justice à toute demande d'exécution sous astreinte de ce jugement ; et le cas échéant de contester en cassation le rejet opposé à son appel.

Article 2 : charge le Maire d'exercer, via le conseil désigné par ses soins, les recours, actions et défense en justice énoncés à l'Article 1

**VOTE POUR : 7**

**VOTE CONTRE : 2 (Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice)**

**ABSTENTION : 0**

### 3) Demandes de subventions FNADT travaux de voiries rue de Pérel

M. Le MAIRE indique avoir réalisé plusieurs demandes de subventions, avec une échéance limite de dépôt fixée au 27 février 2025.

Il explique que deux d'entre-elles nécessitent une délibération du Conseil Municipal puisque qu'à leur dépôt, le FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire) n'avait pas été mentionné.

La demande de prendre des délibérations supplémentaires mentionnant leur intitulé, émane de Madame (MERESSE) en date du 03 mars 2025.

Concernant les travaux de voiries rue de Pérel :



Le montant est de 85 000 € HT

**80%** de ce montant est demandé au FNADT soit un montant de 68 000 €

**20 %** reste à la charge de la commune soit un montant de 17 000 €

Madame MORELLE demande si aucunes demandes de subventions n'avaient été formulées concernant Perel ?

M. Le MAIRE indique que d'autres demandes sont formulées auprès de la DETR (Dotation d'Equipements des Territoires Ruraux) ainsi qu'auprès du Conseil Départemental.

M. MORELLE indique que lors du montage des dossiers, il faut y mentionner les autres demandes. Elle interroge sur le montant du DETR et du Département.

M. Le MAIRE indique 76 % emprunt réparti comme suit :

**DETR : 45%**

**Département : 31%**

M. MORELLE demande quelle était l'échéance limite de dépôt des dossiers auprès du FNADT ?

M. Le MAIRE indique la date du 27 Février 2025.

**VOTE POUR : 7**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 2** (Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice)

Madame MORELLE indique s'abstenir au regard de la forme de présentation et l'articulation qu'elle a du mal à comprendre.

#### 4) Demandes de subventions FNADT rue de la libération

M. Le MAIRE informe que la même démarche que pour la rue de Pérel a été faite concernant la rue de la libération.

Concernant la rue de la libération :

Le montant est de : 53 161,12 € HT

**80%** de ce montant est demandé au FNADT soit un montant de 42 528, 90 €

**20 %** reste à la charge de la commune soit un montant de 10 632, 22 €

M. MONVOISIN demande si le schéma de répartition DETR / Département est le même qu'évoqué précédemment.

M. Le MAIRE répond par l'affirmative.

**VOTE POUR : 7**

**VOTE CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 2** (Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice)

**Séance levée à 19h21.**

Philippe MARÉCHAL  
Maire de Balagny sur Thérain



Élodie GÉRARD  
Secrétaire de séance